

TRADEMARK ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
Stylesheet Version v1.2

ETAS ID: TM390723

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	MERGER
EFFECTIVE DATE:	12/01/2015

CONVEYING PARTY DATA

Name	Formerly	Execution Date	Entity Type
LABORATOIRES DECLEOR		11/27/2015	Société Par Actions Simplifiée (Sas): FRANCE

RECEIVING PARTY DATA

Name:	L'OREAL
Street Address:	14, rue Royale
City:	Paris
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	75008
Entity Type:	Société Anonyme (Sa): FRANCE

PROPERTY NUMBERS Total: 9

Property Type	Number	Word Mark
Registration Number:	0684182	CARITA
Registration Number:	4038912	HAUTE BEAUTE
Registration Number:	4857640	INNERGY
Registration Number:	4857985	AROMADIAG'
Registration Number:	3179687	AROMESSENCE
Serial Number:	86829120	CARITA AUGMENTED BEAUTY
Registration Number:	4912427	AURABSOLU
Registration Number:	1429735	DECLEOR
Registration Number:	4859800	HYDRA FLORAL

CORRESPONDENCE DATA

Fax Number: 3124199440

Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.

Phone: 312-380-6500

Email: pvizitiu@dennemeyer-law.com

Correspondent Name: Roxana A. Sullivan

Address Line 1: 181 W Madison Street, Suite 4500

Address Line 4: Chicago, ILLINOIS 60602

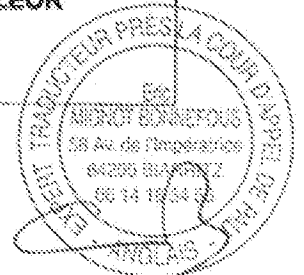
OP \$240.00 0684182

NAME OF SUBMITTER:	Roxana A. Sullivan
SIGNATURE:	/ras/
DATE SIGNED:	07/07/2016
Total Attachments: 6 source=declaration de dissolution + GB#page1.tif source=declaration de dissolution + GB#page2.tif source=declaration de dissolution + GB#page3.tif source=declaration de dissolution + GB#page4.tif source=declaration de dissolution + GB#page5.tif source=declaration de dissolution + GB#page6.tif	

DECLARATION DE DISSOLUTION DE LA SOCIETE LABORATOIRES DECLEOR

PAR LA SOCIETE L'OREAL

N° 1605049



Je soussigné, Yannick CHALME,

Agissant en qualité de représentant de la société L'OREAL (ci-après « L'OREAL »), Société anonyme au capital de 111.942.969,80 €, dont le siège social est à Paris (75008) – 14, rue Royale, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 632 012 100, dûment habilité en vertu d'une délégation de signature consentie le 24 novembre 2015 par Monsieur Christian MULLIEZ, Vice-Président Directeur Général Administration et Finances, et Fondé de pouvoirs de la société L'OREAL.,

Après avoir rappelé ce qui suit :

EXPOSE

La société LABORATOIRES DECLEOR (ci-après « LABORATOIRES DECLEOR ») est une Société par actions simplifiée à associé unique au capital de 2.680.350 €, dont le siège social est situé 11, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 784 145 187, et dont l'activité est l'achat, la vente, la représentation, la commercialisation et la distribution de tous produits d'esthétique et de cosmétologie, destinés aux soins ou à l'agrément du corps humain, et plus spécialement des produits cosmétiques sous les marques « Decléor » et « Carita », ainsi que l'exploitation d'un Institut de Beauté Decléor situé 36, rue des Petits Champs à Paris 2^{ème} et d'une Maison de Beauté Carita située 11, rue du Faubourg Saint-Honoré à Paris 8^{ème}.

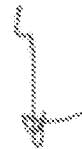
A la date des présentes, L'OREAL est propriétaire de la totalité des parts sociales composant le capital social de LABORATOIRES DECLEOR de 2.680.350 €, soit 268.035 actions de 10 € de valeur nominale.

Ceci exposé, les décisions suivantes ont été prises :

1. DISSOLUTION ANTICIPÉE

L'OREAL, associée unique de LABORATOIRES DECLEOR :

- décide de dissoudre, à compter de ce jour, LABORATOIRES DECLEOR conformément à l'article 1844-5 du Code civil ;
- prend acte que cette dissolution, sans liquidation, prendra effet par la transmission universelle du patrimoine de LABORATOIRES DECLEOR au profit de L'OREAL, soit à l'issue du délai d'opposition des créanciers prévu par l'article 1844-5 du Code civil, de trente jours à compter de la publication légale, soit lorsque l'opposition aura été rejetée en première instance, soit lorsque les garanties décidées par voies de justice auront été constituées.



TRADEMARK
REEL: 005831 FRAME: 0051



2. REGIME FISCAL

L'OREAL déclare :

- placer l'opération de dissolution sans liquidation sous le régime fiscal de faveur édicté à l'article 210-A du Code Général des Impôts en matière d'impôt sur les sociétés ;
- conférer à ladite opération un effet fiscal au 1^{er} janvier 2016.

En conséquence, les options et engagements relatifs à l'opération de dissolution sans liquidation s'établissent ainsi qu'il suit :

A. Au regard des droits d'enregistrement

La formalité de l'enregistrement sera effectuée au droit fixe de 500 €, en application des dispositions de l'article 811 du Code Général des Impôts.

B. Au regard de l'impôt sur les sociétés

- a) Pour assurer à l'opération de dissolution sans liquidation le bénéfice du régime de l'article 210-A du Code Général des Impôts, L'OREAL s'engage notamment à respecter les prescriptions visées à l'article 210-A-3 du Code Général des Impôts. En conséquence, L'OREAL s'engage à :
- i. reprendre à son passif d'une part les provisions de LABORATOIRES DECLEOR dont l'imposition est différée, et d'autre part la réserve spéciale où LABORATOIRES DECLEOR a porté les plus-values à long terme soumises au taux réduit de l'impôt sur les sociétés.
 - ii. se substituer à LABORATOIRES DECLEOR pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;
 - iii. calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables et des titres du portefeuille dont le résultat de cession est exclu du régime des plus ou moins-values à long terme qui lui sont transmis, d'après la valeur qu'avaient ces éléments du point de vue fiscal, dans les écritures de LABORATOIRES DECLEOR ;
 - iv. réintégrer dans ses bénéfices imposables, dans les délais et conditions prévues au paragraphe d) de l'alinéa 3 de l'article 210.A du Code Général des Impôts, les plus-values éventuellement dégagées dans le cadre de la présente opération sur les biens amortissables qui lui sont transmis ; cet engagement comprend l'obligation faite à L'OREAL en vertu des dispositions de l'article 210 A-3-d précité, de procéder, en cas de cession de l'un des biens amortissables transmis, à l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession ;
 - v. l'opération de dissolution sans liquidation étant transcrite sur la base des valeurs comptables, reprendre à son bilan les écritures comptables de LABORATOIRES DECLEOR relatives aux éléments de l'actif immobilisé et aux titres du portefeuille dont le résultat de cession est exclu du régime des plus ou moins-values à long terme (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation) et continuer de calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient lesdits biens dans les écritures de LABORATOIRES DECLEOR ;
 - vi. d'inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations compris dans la transmission universelle de patrimoine, pour la valeur que ces éléments avaient du point de vue fiscal dans les écritures de LABORATOIRES DECLEOR, ou à défaut de rattacher au résultat fiscal de l'exercice de l'opération le profit correspondant à la différence entre la valeur d'inscription des éléments d'actifs autres que les immobilisations et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de LABORATOIRES DECLEOR ;

TRADEMARK

REEL: 005831 FRAME: 0052

vii. de respecter les engagements souscrits par LABORATOIRES DECLEOR en ce qui concerne les titres reçus dans le cadre de la présente dissolution par transmission universelle de patrimoine, et qui proviennent d'opérations antérieures de scission ou d'apport partiel d'actif.

b) L'OREAL s'engage à joindre à sa déclaration de résultats un état conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaître, pour chaque nature d'élément transmis par LABORATOIRES DECLEOR, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, conformément à l'article 54 septies I et à l'article 38 quinquies de l'annexe III du Code Général des Impôts.

L'OREAL inscrira les plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables transmis par LABORATOIRES DECLEOR, et dont l'imposition a été reportée, sur le registre prévu à l'article 54 septies II du Code Général des Impôts.

C. Au regard de la taxe sur la valeur ajoutée

LABORATOIRES DECLEOR et L'OREAL étant toutes deux redevables de la TVA, la dissolution sans liquidation sera placée de plein droit sous le régime de dispense de TVA édicté à l'article 257 bis du Code Général des Impôts.

L'OREAL opérera l'ensemble des régularisations de déduction auxquelles aurait été tenue LABORATOIRES DECLEOR si LABORATOIRES DECLEOR avait continué juridiquement d'exister.

L'OREAL étant subrogée entièrement aux droits et obligations de LABORATOIRES DECLEOR du fait de la dissolution sans liquidation, le crédit de TVA dont dispose LABORATOIRES DECLEOR à la date où elle cesse juridiquement d'exister sera transféré à L'OREAL.

3. FORMALITES

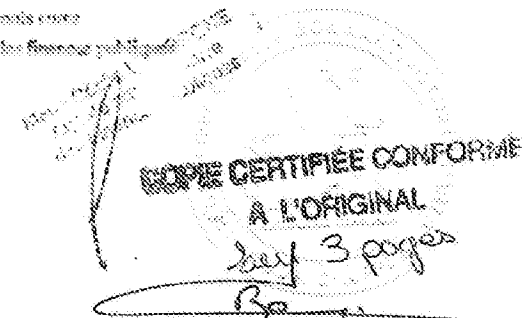
L'OREAL accomplira toutes les formalités légales consécutives à la présente déclaration à l'effet de constater :

- soit qu'à l'issue du délai de trente jours à compter de la publication de l'avis de dissolution, les créanciers n'aient pas formé opposition à la dissolution de LABORATOIRES DECLEOR ;
- soit qu'en cas d'opposition formée dans le délai susvisé, lesdites oppositions aient été rejetées en première instance ou que le remboursement des créances aient été effectué ou que des garanties aient été constituées ;
- de sorte que LABORATOIRES DECLEOR soit radiée du Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à PARIS,
Le 27 novembre 2015
En cinq exemplaires

Pour L'OREAL
M. Yannick CHALME

Enregistré à : 21 rue LOME EUROPE ROMA POLS ENRICHTENEMNT
 Le 01/12/2015 Numéro de déclaration n°20124 000 Case n°41 Est 13139
 Fonctionnement : DNE
 Total liquidité : cinq cents euros
 Montant reçu : cinq cents euros
 L'Agence administrative des finances publiques



**DECLARATION CONCERNING THE WINDING-UP OF THE LABORATOIRES
DECLEOR COMPANY BY L'OREAL**



I, the undersigned, Yannick CHALME,

Acting in the capacity of representative of the L'OREAL company (hereinafter referred to as "L'OREAL"), a *société anonyme* (limited company) with a capital of €111,942,969.80, whose registered office is in Paris (75008) - 14, rue Royale, registered in the Paris Trade and Companies Register under the number 632 012 100, duly empowered by virtue of a delegation of signature granted on 24 November 2015 by Mr Christian MULLIEZ, Executive Vice-President and Chief Financial Officer, and proxy of L'OREAL,

The following having been set forth:

PREAMBLE

The LABORATOIRES DECLEOR company (hereinafter referred to as "LABORATOIRES DECLEOR") is a *société par actions simplifiée* (simplified joint stock company) with a sole shareholder and a capital of €2,680,350 whose registered office is at 11, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris, registered in the Paris Trade and Companies Register under the number 784 145 187, whose activity consists of purchasing, selling, representing, marketing and distributing aesthetic products and cosmetic products, destined for the care or well-being of the human body, in particular cosmetic products sold under the brand names "Decléor" and "Carita", and the operation of a Décléor Beauty Institute ("*Institut de Beauté Décléor*") at 36, rue des Petits Champs in Paris (2nd district) and a Carita Beauty Centre ("*Maison de Beauté Carita*") at 11, rue du Faubourg Saint-Honoré in Paris (8th district).

At the date of this document, L'OREAL owns all the shares making up the share capital of LABORATOIRES DECLEOR, amounting to €2,680,350, namely 268,035 shares with a nominal value of €10 each.

The following decisions have been made:

1. EARLY WINDING-UP

L'OREAL, the sole shareholder of LABORATOIRES DECLEOR:

- decides, as from this day, to wind up LABORATOIRES DECLEOR in accordance with Article 1844-5 of the Civil Code;
- acknowledges that this dissolution without liquidation will come into force through the transfer of all LABORATOIRES DECLEOR's assets and liabilities to L'OREAL at the end of the timeframe granted creditors in which submit an objection as provided for in Article 1844-5 of the Civil Code, namely thirty days as from publication of the corresponding legal notices, or when all objections have been initially rejected or when the guarantees decided on by the courts have been set in place.

(Initials)

2. TAX REGIME

L'OREAL declares:

- that it places the operation for the dissolution without liquidation [of LABORATOIRES DECLEOR] under the preferential tax regime provided for in Article 210-A of the General Tax Code in respect of corporate tax;
- that the said operation will become effective from a fiscal standpoint as from 1 January 2016.

In consequence, the options and commitments relating to the dissolution without liquidation [of LABORATOIRES DECLEOR] are established as follows:

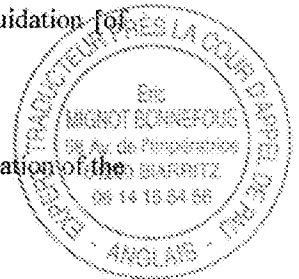
A. With regard to registration fees

The registration formalities will be carried out in return for a fixed fee of €500, in application of the provisions of Article 811 of the General Tax Code.

B. With regard to corporate tax

- a) To ensure that the dissolution without liquidation [of LABORATOIRES DECLEOR] benefits from the regime provided in Article 210-A of the General Tax Code, L'OREAL undertakes in particular to comply with the provisions of Article 210-A-3 of the General Tax Code. L'OREAL accordingly undertakes to:
 - i. take over among its liabilities both the provisions set aside by LABORATOIRES DECLEOR for which taxation has been deferred, and the special reserve in which LABORATOIRES DECLEOR has placed long-term capital gains subject to corporate tax at a reduced rate;
 - ii. substitute LABORATOIRES DECLEOR with regard to the reintegration of profits whose taxation had been deferred for the taxation of the latter;
 - iii. calculate capital gains made subsequently on the occasion of the transfer of non-amortizable fixed assets and portfolio securities transmitted to it for which the profit or loss from their transfer is excluded from the long-term capital gains or losses regime, on the basis of the value that these elements had from a fiscal point of view in LABORATOIRES DECLEOR's accounts;
 - iv. reintegrate into its taxable profits, within the timeframes and under the conditions provided for in paragraph d) of paragraph 3 of Article 210.A of the General Tax Code, any capital gains that may be made in the context of this operation concerning amortizable assets transmitted to it; this undertaking includes the obligation incumbent on L'OREAL by virtue of the provisions of the above-mentioned Article 210 A-3-d, in the event of its transferring one of the amortizable assets transmitted to it, to have the portion of the capital gain pertaining to this asset that had not yet been reintegrated on the date of this transfer, made immediately subject to taxation;
 - v. as the dissolution without liquidation [of LABORATOIRES DECLEOR] is taking place on the basis of book values, take over in its balance sheet the accounts of LABORATOIRES DECLEOR relating to the elements of the fixed assets and portfolio securities whose profit or loss further to the transfer is excluded from the long-term capital gains or losses regime (original values, depreciation and amortization expenses, provisions for depreciation) and continue to calculate the corresponding depreciation and amortization expenses on the basis of the original values that the said assets had in LABORATOIRES DECLEOR's accounts;
 - vi. enter in its balance sheet the elements other than fixed assets included in the transfer of all LABORATOIRES DECLEOR's assets and liabilities, at the value that these elements had from a fiscal point of view in the latter's accounts, or failing this, incorporate into the taxable profit for the financial year in which the operation took place, the profit corresponding to the difference between the value at which these elements other th

(Initials)



assets are entered in its balance sheet and the value that they had, from a fiscal point of view, in LABORATOIRES DECLEOR's accounts;

vii. comply with the commitments made by LABORATOIRES DECLEOR with regard to securities received in the context of this winding-up through the transfer of all the latter's assets and liabilities deriving from prior demerger or partial contribution of capital operations.

b) L'OREAL undertakes to enclose with its annual tax return a statement in compliance with the template supplied by the tax authorities that provides, for each type of element transmitted by LABORATOIRES DECLEOR, the information necessary in order to calculate the taxable result deriving from the subsequent transfer of the elements in question, in accordance with Article 54 *septies* I and Article 38 *quindecies* of Appendix III of the General Tax Code.

L'OREAL will enter the capital gains made on the non-amortizable assets transmitted to it by LABORATOIRES DECLEOR whose taxation has been deferred, in the register provided for in Article 54 VII II of the General Tax Code.

C. With regard to value added tax

As LABORATOIRES DECLEOR and L'OREAL are both subject to VAT, the winding-up without liquidation will *ipso jure* be placed under the regime of dispensation from VAT provided for in Article 257 bis of the General Tax Code.

L'OREAL will carry out all the regularizations in the nature of deduction that LABORATOIRES DECLEOR would have been liable to carry out had LABORATOIRES DECLEOR continued to legally exist.

As L'OREAL is wholly subrogated to the rights and obligations of LABORATOIRES DECLEOR as a result of the dissolution without liquidation operation, the VAT credit that LABORATOIRES DECLEOR benefits from on the date on which it ceases to legally exist will be transferred to L'OREAL.

3. FORMALITIES

L'OREAL will complete all the necessary legal formalities resulting from this declaration for the purpose of noting:

- either that at the end of a timeframe of thirty days as from the publication of notices concerning winding-up, no creditors have objected to the winding-up of LABORATOIRES DECLEOR;
- or, if objections have been filed within the aforesaid timeframe, such objections have been initially rejected or all claims have been settled, or guarantees have been set in place;
- in such a way that LABORATOIRES DECLEOR is deregistered from the Trade and Companies Register.

Signed in Paris,
On 27 November 2015
In five copies

signature

For L'OREAL
Mr Yannick CHALME

[Stamp:

Registered at: Business Tax Office 8^e DISTRICT EUROPE-ROME
REGISTRATION DIVISION
On 01/12/2015 Slip no. 2015/4 000 Box no. 41 Ext 18139
Registration fee: €500
Total paid: five hundred euros
Amount received: five hundred euros
The Tax Officer]

[Stamp: (illegible)]
(signature)

[Stamp:

CERTIFIED TRUE COPY OF THE ORIGINAL
Drawn up on 3 pages

(signature)]

